

Asile: des réponses qui inquiètent

OPINION



RAPHAËL REY
CHARGÉ D'INFORMATION AU SERVICE
RÉFUGIÉS DU CSP GENEVE

Dans la campagne électorale actuelle, l'UDC a comme à son habitude fait de l'immigration et de l'asile ses thèmes de prédilection et réussi à focaliser sur ces questions une grande partie du débat politique. Et ça fonctionne: l'UDC politise, le centre et la droite rivalisent pour se mettre à niveau, et la question devient omniprésente. Résultat: dans l'enquête Ipsos du *Temps*, 30% des Suisses déclarent que les questions migratoires influenceront «significativement» leur vote et plus d'un quart de la population suit l'UDC dans ses propositions. Le résultat n'est pas surprenant, mais il n'en reste pas moins inquiétant.

Sur l'asile, il peut être utile en préambule de rappeler quelques chiffres: les requérants d'asile représentent moins de 10% de l'immigration en Suisse; par ailleurs, l'ensemble des personnes issues du domaine de l'asile – c'est-à-dire les personnes requérantes d'asile, les personnes titulaires d'une admission provisoire ou d'un statut de réfugié-e-s (permis B ou C) et les personnes déboutées – représente à peine 1,6% de la population totale. Assez loin d'une Suisse «envahie» par les demandeurs d'asile, comme pourraient malheureusement le laisser croire certains discours.

Dans le détail maintenant: toujours selon le sondage Ipsos, les Suisses soutiendraient une solution européenne de gestion des flux migratoires (49%). Une meilleure collaboration entre les Etats est bien sûr bienvenue, mais reste à savoir quel type de solution sera privilégié. Et sur ce plan, la logique actuelle – dessinée par le Pacte européen sur la migration et l'asile – reste extrêmement préoccupante. Il s'agit moins d'un mécanisme de solidarité que d'une volonté commune de se débarrasser du «fardeau» de l'asile en externalisant les procédures vers des pays situés aux pourtours de l'Europe, sans trop se soucier des situations et des droits fondamentaux des personnes en demande d'asile.

Cette volonté des Etats de se renvoyer la balle, plutôt que de coopérer, est bien visible avec le système Dublin, vis-à-vis duquel les Suisses se montrent mitigé-e-s (36% pour, 31% contre). Rappelons que le règlement Dublin fixe les critères permettant de désigner l'Etat responsable d'une

demande d'asile; le plus souvent, c'est celui dont la personne a foulé le sol en premier. Concrètement donc, lorsque la présence d'une personne requérante d'asile est attestée dans un autre Etat de l'espace Schengen, les autorités suisses n'entrent pas en matière sur sa demande d'asile et la personne est tenue de quitter la Suisse sans que ses motifs de demande d'asile soient examinés. Cela fait maintenant des années que la Suisse applique ce système mécaniquement pour tenter de renvoyer un maximum de personnes vers d'autres pays et faire baisser le nombre de personnes demandeuses d'asile, sans trop de considération pour les situations et les vulnérabilités individuelles. Dernier exemple en date, celui de la Croatie. De nombreux rapports et témoignages attestent des horreurs que les personnes vivent lors de leur passage dans ce pays: violences policières, insultes, fouilles à nu, actes de tortures, viols, etc. Et alors que l'insuffisance des soins médicaux pour les demandeur-euse-s d'asile dans ce pays est avérée, les autorités suisses continuent de rendre des décisions de renvoi vers ce pays, inexorablement.

Cette tendance lourde transparait également dans les résultats du sondage: celle d'une politique migratoire et d'asile où les logiques d'économie, de dissuasion, de lutte contre les abus et d'efficacité sont tellement ancrées à différents niveaux qu'elles prennent le pas sur d'autres valeurs comme le respect de la dignité, des droits fondamentaux et des libertés individuelles des personnes.

Bien loin du brouhaha politico-médiatique, notre service réfugiés voit arriver quotidiennement des personnes qui ont fui leur pays pour sauver leur vie, qui ont connu mille dangers sur les routes de l'exil, et qui, une fois arrivées en Suisse, se retrouvent confrontées à d'innombrables obstacles juridico-administratifs et à la posture excessivement rigide de nos autorités. En cette période électorale, nous exprimerons donc un souhait, à destination des électeurs et des futurs élus: ils ne doivent pas oublier que derrière les statistiques et les dossiers, derrière les «flux» et les «vagues», il y a des êtres humains, des personnes qui souhaitent trouver un cadre de vie accueillant, retrouver leurs familles et leurs proches, et se sentir en sécurité en Suisse. Cette volonté de redonner à l'asile et au refuge une véritable signification existe et se manifeste régulièrement, dans les mouvements citoyens qui se créent et les élan de solidarité qui émergent spontanément. Espérons que c'est ce qui anime le quart de la population qui n'est convaincu ni par les propositions xénophobes de l'UDC, ni par la frilosité des autres partis. ■

Immigration: vers un tournant?

OPINION



REINER EICHENBERGER
PROFESSEUR D'ÉCONOMIE,
UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

Les sondages d'opinion se distinguent clairement des votations, qui sont précédées de débats publics intenses pendant des semaines. Ceci explique que les votes sont parfois fort différents entre les premières opinions exprimées et le jour J. Les sondages peuvent toutefois en dire long sur l'évolution des opinions dans le temps. Le nouveau sondage commandé par *Le Temps* nous livre une «photo instantanée» intéressante: tout d'abord, l'immigration est considérée comme un problème important (24%) – encore plus important que les impôts et les taxes (21%), qui nous accablent pourtant passablement. Toutefois, de nombreuses personnes interrogées considèrent le changement climatique comme encore plus important (36%).

Je vois les choses autrement. En effet, le changement climatique sera à l'origine de nouvelles menaces d'ici 2100. C'est incontestable. Pourtant, d'autres questions urgentes vont se poser, celles du progrès technologique, de la croissance économique et démographique.

Il est intéressant de noter que l'immigration est un sujet qui préoccupe bien plus en Allemagne (34%), en Grande-Bretagne (29%) et aux Pays-Bas (29%), qu'en Suisse (24%), où l'immigration est pourtant beaucoup plus importante. Cela montre qu'elle ne se limite pas aux questions liées à l'asile, elle comprend aussi la question de l'arrivée de travailleurs qualifiés. Mais le sondage ne fait pas vraiment la différence.

Il montre pourtant, même si les Suisses sont moins préoccupés que d'autres Européens, que la politique d'immigration suisse n'obtient pas de majorité. En outre, les personnes interrogées sont majoritairement opposées à l'idée d'attirer davantage de spécialistes étrangers. Les différences entre les groupes sociaux méritent d'être notées. Les femmes semblent dans l'ensemble légèrement plus critiques que les hommes, et les personnes âgées (55-99) clairement plus critiques que les jeunes (18-34).

Concernant l'arrivée de nouveaux étrangers extra-communautaires (hors UE) en général, on constate des différences selon

le niveau de formation. Ces différences liées à l'éducation sont encore plus claires dans les réponses à la question de décider si la Suisse devrait accueillir plus de migrants pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre. Parmi les personnes issues des filières du secondaire et professionnelles, une nette majorité (57,7%) se dit pas du tout d'accord ou plutôt en désaccord, tandis que parmi les personnes issues des hautes écoles, seule une nette minorité (45,6%) se dit contre. Difficile de donner une explication définitive à ces différences de perception. Est-ce dû à la concurrence sur le marché du travail? A des préjugés? A des expériences personnelles? Difficile de trancher.

Ces résultats renseignent en revanche sur la méfiance qui semble croître quand on parle de migrations. Et cela pourrait bien s'accroître avec le temps avec un malentendu: celui d'une nouvelle population étrangère qui permettrait de faire face à la pénurie de main-d'œuvre indigène. Je suis pourtant convaincu que l'immigration ne sert à rien, face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Si elle était efficace, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée serait depuis longtemps comblée, après quinze ans de libre circulation totale des personnes.

Il n'y a qu'une seule recette contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée: des salaires plus élevés. Ils feraient augmenter l'offre de travail pour la main-d'œuvre indigène nationale et baisser la demande de travail des entreprises, de sorte que la pénurie disparaîtrait. Mais de nombreuses entreprises préfèrent recruter de la main-d'œuvre étrangère à bas prix. Cela entraîne une forte croissance démographique et donc une augmentation de la consommation et des investissements. Pour y répondre, il faut encore plus de main-d'œuvre et de nouveaux immigrants, ce qui alimente la pénurie de main-d'œuvre qualifiée locale. En effet, les travailleurs suisses doivent être sur-représentés dans de nombreuses professions en raison de certaines compétences, par exemple dans les domaines juridique ou linguistique, pour les postes supérieurs de l'Etat, la police ou la garde d'enfants. La croissance rapide de la population entraîne aussi celle de ces secteurs. Mais les autochtones manquent ensuite ailleurs, d'où le besoin de main-d'œuvre étrangère... C'est ainsi que l'immigration s'impose d'elle-même et que les Suisses deviennent de plus en plus un peuple de juristes, de policiers, d'employés de l'Etat et de jardiniers d'enfants. Cercle vicieux ou cercle vertueux? Les citoyens suisses seront certainement appelés à s'exprimer de nouveau sur le sujet. ■

NOUS RECTIFIONS

Dans l'article intitulé «En Suisse, il y a un vaste soutien pour le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires» (LT du 11.10.2023), nous avons mal retranscrit les propos de Melissa Parke, directrice exécutive de l'ONG nobélisée ICAN. L'Irlande, Malte et l'Australie ne font bien sûr pas partie de l'OTAN, Mme Parke parlait de ces trois pays comme des alliés de l'OTAN et non comme des membres.

Comment le virtuel tue le réel

CHRONIQUE

La beauté irréelle qui imprègne les œuvres de fiction, films, séries ou jeux sophistiqués, permettent à chacun d'oublier la réalité qui peut être belle parfois, mais s'avère souvent poussière et laide, avec des zones industrielles ou marchandes, des habitats mal construits et vite détériorés, la saleté aussi, même si la Suisse est relativement préservée. Dans les séries particulièrement, l'eau coule à flots, les châteaux sont féeriques, les perspectives infinies, les couleurs intenses. Les personnages sont magnifiques et d'apparence soignée, vêtus d'atours élégants et originaux. Si quelques créatures sont hideuses, elles bénéficient d'une laideur esthétique comme l'Orque blanc, Azog le Profaneur, et sa féroce monture dans le *Seigneur des anneaux*, ou les Marcheurs blancs aux yeux bleus de glace dans le *Trône de fer*, ou le serpent Basilic dans *Harry Potter*. Et il en va de même avec certains jeux vidéo qui, tel *Zelda*, soignent l'esthétique à l'extrême. Le gouffre qui sépare les deux

mondes, réel et virtuel, conduit à se détourner du premier pour rejoindre le second. Cela est renforcé encore par la noblesse des sentiments, le sens du devoir, la bravoure et le don de soi des personnages, toutes notions désuètes dans la vie de tous les jours et qui semblent d'un âge révolu. Les méchants, les fourbes, les cruels ne servent qu'à mettre en valeur les héros.

Dès lors, trop de jeunes sont déçus de ce que leur offre le réel. Face au monde idéalisé de leurs écrans, ils dédaignent la banalité du quotidien et les imperfections de la vie. Blasés, ils espèrent toujours mieux, plus coloré, plus exotique, plus sensationnel. Dans les zoos, ils veulent les tigres et les éléphants, mais le charme des petits animaux, des oiseaux de chez nous, des fourmis, ne les passionne guère. Dans les musées, ils peinent à s'intéresser à autre chose qu'aux œuvres incontournables devant lesquelles ils prennent des selfies. C'est un spectacle en soi que la salle de la *Joconde* au Louvre...



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
mh.miauton@bluewin.ch

Dès lors que tout déçoit, la dernière source de plaisir réel et immédiat se situe dans la consommation

Mais, c'est également ainsi qu'ils deviennent malheureux puisque le monde n'est pas à la hauteur de leurs espérances, ni la vie elle-même en regard des aventures de leurs héros. Pour les jeunes gens, les filles sont moins belles en vrai, les artifices plus voyants. Pour les jeunes femmes, les hommes ne sont pas ces demi-dieux de série, charmants, virils, pleins d'humour, risquant leur peau pour la communauté. Et, pour celles qui aiment les voyous, ils ne parviennent pas à la cheville des méchants virtuels, armés jusqu'aux dents, cyniques et cruels.

Alors, combien d'adolescents s'enferment dans leur chambre, des heures durant devant un écran, devenus tellement accros qu'ils finissent par zapper de vidéos débilés en influenceurs de bas étage, avant de s'endormir avec leurs oreillettes. Les cerveaux constamment saturés d'images et de sons, deviennent peu à peu inutilisables pour gérer une vie normale. Cela met en cause la santé mentale,

que l'OMS définit comme «un état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté». Les chiffres sont éloquentes, nos pays manquent cruellement de psychologues et de psychiatres tant les pathologies explosent.

Dès lors que tout déçoit, la dernière source de plaisir réel et immédiat se situe dans la consommation, d'où la boulimie acheteuse de notre époque. C'est ainsi que l'excès de virtualité conduit au matérialisme. S'il fallait résoudre cet incommensurable problème, il s'agirait donc de limiter les écrans. C'est ce que fait la Chine qui a entrepris de restreindre le téléphone portable à deux heures par jour chez les jeunes de 16 à 18 ans. Par ailleurs, quel que soit l'âge de l'enfant, les appareils ne pourront pas accéder à l'internet entre 22h et 6h du matin. Qu'attendent-nous pour y réfléchir? ■